

Circulaire ministérielle du 13 juin 2022 relative à l'extrait du fichier central en vue de l'acquisition, l'adoption ou l'achat d'un animal conformément à l'article D. 144 du Livre Ier du Code de l'Environnement et à l'article 46 du Code Wallon du Bien-être Animal

Version 2022/01

Cette circulaire précise et explique la manière d'obtenir l'extrait du fichier central en vue de l'adoption ou de l'achat d'un animal.

Cette circulaire s'adresse principalement :

- Aux communes ;
- Aux commerces d'animaux ;
- Aux éleveurs ;
- Aux refuges ;
- Aux personnes désireuses d'acheter, recevoir ou adopter un animal.

1. Introduction

Le Code Wallon du Bien-être Animal a apporté une modification au Livre Ier du Code de l'Environnement permettant au juge et au fonctionnaire sanctionnateur de condamner un contrevenant à ne pas détenir définitivement, ou pendant une période déterminée, d'animaux d'une ou plusieurs espèces ou en limiter le nombre. En outre, le juge ou le fonctionnaire sanctionnateur peut également condamner à titre temporaire ou définitif le contrevenant au retrait de son permis de détention. Dans ce dernier cas, à la différence de la sanction précédente, la condamnation vise la détention de tous animaux quels qu'ils soient. Le dispositif actuellement en vigueur prévoit également que les décisions de retrait de permis sont consignées dans une base de données accessibles aux juges, aux fonctionnaires sanctionneurs, aux agents constatateurs, aux bourgmestres et aux agents et officiers de police.

Dès la prise de vigueur du décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale, dans le cadre de la constitution du fichier central prévue par ledit décret, il deviendra obligatoire pour le refuge, les commerces, les éleveurs d'animaux de compagnie de vérifier que le candidat à l'acquisition d'un animal ne se trouve pas dans une situation d'interdiction de détention ou de retrait de permis. En cas d'interdiction, l'acquisition ne pourra avoir lieu.

Ainsi, il revient de la responsabilité de chacun de vérifier que les candidats acquéreur d'un animal dispose effectivement d'un extrait de fichier central qui atteste de sa capacité juridique à pouvoir acquérir ledit animal.

2. Références légales

Les dispositions applicables à la présente circulaire sont :

- L'article D.144 de la partie décrétable du Livre Ier du Code de l'Environnement ;
- L'article D.46 du Code Wallon du Bien-être Animal ;
- L'article R.100 de la partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'Environnement.

3. Animaux concernés

L'article D.144 de la partie décrétole du Livre Ier du Code de l'Environnement utilise le terme « animal » sans être plus précis. Il est donc nécessaire de préciser le champ d'application de cette nouvelle disposition.

L'article D. 46, §4, alinéa 2 du Code wallon du Bien-être Animal, précise quant à lui :

[...] Aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, les commerces, refuges et les élevages d'animaux de compagnie tiennent un registre dans lequel ils consignent, endéans les 24 heures, toute cession d'un animal de compagnie intervenue au sein de leur établissement, et y reprennent la référence de l'extrait du fichier central produit conformément à l'alinéa 1^{er} à l'occasion de la cession. En annexe de ce registre, ils conservent ces extraits du fichier central. Le registre est à tout moment à la disposition des autorités de contrôle et les données sont conservées cinq ans à dater de la cession. A l'échéance de ce délai, ces extraits du fichier central font l'objet d'une destruction. Le Gouvernement peut compléter les modalités de tenue et de conservation de ce registre.

Le législateur a donc souhaité que l'obligation de présenter l'extrait du fichier central ne concerne que la commercialisation, la donation ou l'adoption d'un animal de compagnie.

L'animal de compagnie est défini à l'article D.4, §1^{er}, 4° du Code wallon du Bien-être Animal :

4° un animal de compagnie : un animal détenu ou destiné à être détenu par un être humain afin de lui tenir principalement compagnie ;

Ne sont dès lors pas concernés par l'obligation de présenter un extrait de fichier central les personnes qui acquièrent des animaux dans un but purement économique.

Les animaux considérés comme tenant principalement compagnie sont, à titre d'exemple (cette liste n'étant pas exhaustive) : les chats, chiens, chevaux de loisir, hamsters, souris, serpents, lézards, tortues, lapins, oiseaux, poissons, volailles détenues à titre de loisir,

4. Démarches

Pour pouvoir adopter, acheter ou recevoir un animal, le candidat acquéreur devra se munir d'un extrait du fichier central démontrant qu'il n'est pas sous le coup d'une interdiction de détention d'un animal ou d'un retrait de permis de détention prononcée par un juge ou un fonctionnaire sanctionnateur.

L'extrait indiquera :

- La date de sa production ;
- Le nom, prénom et le numéro de registre national du demandeur ;
- l'existence ou l'absence d'une interdiction de détention d'animal en cours ;
- les animaux visés et/ou leur nombre s'il échet ;
- l'existence ou absence d'une interdiction de détention d'un animal ou d'un retrait de permis de détention d'un animal en cours ;

Pour obtenir cet extrait de fichier central chaque candidat acquéreur devra se rendre auprès de sa commune de résidence muni de sa carte d'identité, laquelle délivrera ledit extrait.

Pour les personnes ne disposant pas d'une résidence en Wallonie l'extrait du fichier central pourra être obtenu directement auprès du Service Public de Wallonie, Ressources Naturelles, Environnement. La demande est adressée au Directeur Général du Service Public de Wallonie Ressources Naturelles, Environnement, Agriculture, Avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes. La demande contient :

- Le nom et prénom du demandeur ;
- Le numéro de registre national du demandeur ;
- L'adresse du domicile du demandeur.

L'extrait est alors délivré dans un délai de deux semaines.

Pour fournir cet extrait, la commune, ou le Service Public de Wallonie, Ressources Naturelles, Environnement selon le cas, consulte le fichier central de la délinquance environnementale.

L'extrait dispose d'une validité de trente jours. Passé ce délai, un nouvel extrait devra être sollicité pour l'adoption ou l'achat d'un animal.

Un modèle d'extrait de fichier central est joint en annexe de la présente.

5. Registre

Les commerces, refuges et les élevages d'animaux de compagnie tiennent un registre dans lequel ils consignent, endéans les 24 heures, toute cession d'un animal de compagnie intervenue au sein de leur établissement.

Ce registre comprend :

- La référence de l'extrait du fichier central ;
- En annexe du registre, une copie de l'extrait du fichier central.

Le registre est tenu à disposition des autorités de contrôle.

Les données sont conservées cinq ans à dater de la cession. A l'échéance de ce délai, ces extraits du fichier central font l'objet d'une destruction.

6. Infractions

L'article D.105, paragraphe 2, 20° du Code wallon du Bien-être animal érige en infraction de troisième catégorie celui qui :

« 20° ne respecte pas ou s'oppose au respect de l'interdiction de commercialisation ou de donation visée aux articles D.46 ou D.47, ou aux conditions fixées en vertu de ces articles ; »

A noter qu'en vertu de l'article D.106, 1° du même code, lorsque les faits sont commis par un professionnel les infractions de troisième catégorie sont sanctionnées comme des infractions de deuxième catégorie.

Ainsi, un éleveur d'animaux de compagnie, un refuge ou un commerce qui n'aurait pas demandé l'extrait de fichier central lors de la vente, l'adoption ou la cession d'un animal de compagnie serait auteur d'une infraction de troisième catégorie sanctionnée comme une infraction de deuxième catégorie au sens du Livre Ier du Code de l'Environnement.

Si cette infraction est poursuivie pénalement, elle est punissable d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende d'au moins 100 euros et au maximum de 1.000.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Si l'infraction est poursuivie administrativement, le fonctionnaire sanctionnateur peut prononcer une amende de 150 euros à 200.000 euros.

Namur le **13^{ème} JUIN 2022**

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,



Céline Tellier

Annexe à la circulaire ministérielle du 13/06/12 relative à l'extrait du fichier central en vue de l'acquisition, l'adoption ou l'achat d'un animal conformément à l'article D. 144 du Livre Ier du Code de l'Environnement et à l'article 46 du Code Wallon du Bien-être Animal

Logo de la Commune

(Lieu), le (date)

Référence :
Personne de contact :
E-mail :
Numéro de téléphone :

Extrait du Fichier Central Délinquance Environnementale

Finalité de l'extrait : vérification de l'absence d'interdiction de détention d'un animal ou retrait de permis de détention d'un animal.¹

Cet extrait de fichier central concerne :

Nom :	
Prénom :	
Numéro de registre national :	
Domicile :	

Contenu du fichier central de la délinquance environnementale de la personne identifiée ci-dessus, en ce qui concerne exclusivement l'interdiction de détention d'un animal ou le retrait de permis de détention d'un animal :

Retrait du permis de détention :	Oui / non*	En cas de retrait du permis de détention veuillez compléter les informations suivantes : Date du retrait du permis de détention : Durée du retrait du permis de détention :
Interdiction de détention :	Oui / non*	En cas d'interdiction de détention veuillez compléter les informations suivantes : Espèce(s) concernée(s) : Nombre d'animaux concernés : Date du prononcé de l'interdiction de détention : Durée de l'interdiction de détention :
*Biffez la mention inutile		

Certifié conforme à ce qui est indiqué sur le fichier central,
Délivré à : (lieu), le (date).

(Sceau de la commune et signature du Bourgmestre ou de son délégué).

Toute falsification du présent document constitue un délit et est passible des peines prévues par le Code pénal.

Les dispositions de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel sont d'application pour les données du Fichier Central de la Délinquance Environnementale.

¹ Article D. 144, de la partie décrétable du Livre Ier du Code de l'Environnement.

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 13/06/22 relative à l'extrait du fichier central en vue de l'acquisition, l'adoption ou l'achat d'un animal conformément à l'article D. 144 du Livre Ier du Code de l'Environnement et à l'article 46 du Code Wallon du Bien-être Animal.

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,



Céline Tellier

Modèle à l'attention des communes de politique de respect des Données à caractère personnel dans le cadre de la délivrance de l'extrait du fichier central en vue de l'acquisition d'un animal de compagnie

1. Qui est responsable de traitement de vos données personnelles ?

Le responsable de traitement au sens de la législation sur la protection des données personnelles est la commune de (mentionnez la commune concernée), ci-après « la commune ».

La commune s'engage à protéger vos données et à les traiter conformément à la législation applicable à la protection des données personnelles, dont le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données (ci-après le « RGPD ») et à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Cette législation est disponible dans son intégralité sur le site de l'autorité de la protection des données. : www.autoriteprotectiondonnees.be.

2. Objet

En son article 12, le RGPD, impose que les personnes concernées soient informées de leurs droits de manière concise, transparente, compréhensible et aisément accessible.

A ce titre, la présente politique a pour objet d'une part de satisfaire à l'obligation d'information de la commune et d'autre part de vous expliquer quelles données la commune traite, pourquoi, comment et pendant combien de temps elle les conserve, à qui vos données sont susceptibles d'être transmises, quels sont vos droits concernant vos données et de quelle façon vous pouvez les exercer.

3. Quelles sont les types de données à caractère personnel que nous traitons à votre sujet ?

La commune recueille et utilise, de manière limitée, uniquement les données personnelles adéquates et pertinentes nécessaires à l'exécution de nos missions, décrites au point 4.

Les données traitées sont des données :

- relatives à l'identification personnelles (nom, prénom, adresse privée, téléphone, sexe...);
- d'identification électronique (en ce compris les données suivantes : adresse électronique).

4. A quelles fins et sur quelles bases légales recueillons-nous, traitons et conservons vos données à caractère personnel que vous mentionnez dans la plainte ?

Le traitement de vos données à caractère personnel est fondé sur la nécessité de respecter les obligations (article 6 §1 c) du RGPD) afin de contrôler que la personne n'est pas sous le coup d'une interdiction de détention d'un animal, ni d'une déchéance du permis de détenir

un animal en application de l'article D.46 du Code Wallon du Bien-être Animal et de l'article D.144 du livre Ier du Code de l'Environnement.

Ce traitement est régi par :

- le Code wallon du Bien-être des animaux ;
- la partie VIII du Livre Ier du Code de l'Environnement ;
- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel.

5. Avec qui partageons nous vos données à caractère personnel ?

La commune ne partage les données recueillies à votre sujet qu'avec des destinataires autorisés et de manière confidentielle, dans le cadre d'une loi, d'un décret ou de dispositions réglementaires applicables en Belgique. Ces destinataires sont :

- Le Service Public de Wallonie Agriculture Ressources Naturelles Environnement.

6. Combien de temps vos données à caractère personnel sont conservées ?

Ces données sont conservées durant la durée de validité de l'extrait du fichier central, soit un mois.

Au terme de l'écoulement du délai de conservation fixé, la commune met tout en œuvre pour s'assurer que les données pertinentes ont bien été effacées.

7. Quels sont vos droits sur les données que nous collectons et comment les exercer ?

Les personnes concernées, c'est-à-dire les personnes dont les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement effectué via le site internet, disposent de plusieurs droits :

- droit à l'information : en vertu de l'obligation de transparence, la commune est tenue de vous fournir des informations sur le traitement de ses données à caractère personnel. C'est l'objectif de la présente politique.
- droit d'accès : vous avez le droit à tout moment d'apprendre si la commune traite ou non vos données personnelles et si elle traite, consultez et ou en obtient une copie.
- droit à la rectification : vous avez le droit de faire corriger sans délais vos données personnelles incomplètes, erronées, inadéquates ou dépassées.

8. Comment la commune assure-t-elle la sécurité de vos données ?

La commune met tout en œuvre pour sécuriser vos données de manière optimale, contre toute utilisation illicite ou non autorisée, de même que contre la perte, le vol ou l'altération. Pour cela, la commune recourt à des mesures physiques, administratives, organisationnelles et technologiques répondant aux règles de l'art.

9. En cas de violation des données

En cas de violation de données à caractère personnel, la commune s'engage à le notifier à l'Autorité de la protection des données dans les conditions prescrites par le RGPD.

10. Mise à jour de la présente politique

La commune se réserve le droit à tout moment d'apporter des corrections, des modifications ou des ajouts à la présente politique afin de prendre en compte des changements dans nos activités et des exigences légales.

**Accord de communication du numéro de registre national au Service Public de Wallonie Agriculture Ressources
Naturelles Environnement**

Je soussignée Madame/Monsieur*.....(Nom et prénom), autorise le service communal à communiquer mon numéro de registre national, complet, au Service Public de Wallonie Agriculture Ressources Naturelles Environnement afin de contrôler que je ne suis ni sous le coup d'une interdiction de détention d'un animal, ni sous le coup d'une déchéance du permis de détenir un animal en application de l'article D.46 du Code Wallon du Bien-être Animal et de l'article D.144 du livre 1er du Code de l'Environnement.

Signature précédée de la mention « Pour approbation »

*Biffez la mention inutile.

